



**Fédération de Seine Saint Denis**

*Communiqué de presse*

30 juillet 2010

### **NON A UNE REPONSE POLICIERE A L'APPROFONDISSEMENT DE LA CRISE SOCIALE !**

Ce vendredi 30 juillet, la police a procédé à l'expulsion d'un campement rom à Montreuil, mettant à la rue une cinquantaine de personnes (dont une vingtaine d'enfants) qui avaient déjà été expulsées d'autres terrains il y a quelques mois.

Après l'expulsion du terrain du Hanul à St Denis début juillet, l'évacuation pour le moins violente du squatt de la barre des 4000 à La Courneuve quelques jours plus tard qui ont toutes deux été suivies d'interpellations, la Préfecture de la Seine Saint Denis semble donc mettre en application immédiate les propositions de la réunion au sommet tenue à l'Élysée le 28 juillet en expulsant ce nouveau campement.

La Seine Saint Denis est le département le plus pauvre de France, c'est aussi le plus jeune. C'est aussi un département qui connaît un *turn over* de Préfets impressionnant passant récemment d'un préfet « issu de l'immigration » à un préfet issu des corps de police.

Ce n'est pas d'interventions policières et de stigmatisation dont la population de ce département a besoin, c'est de solutions concrètes pour régler les problèmes de logement, de moyens humains et financiers pour répondre à une situation sociale catastrophique, y compris de moyens humains, en termes de présence policière affectée à un travail de proximité et pas à la chasse aux pauvres et aux étrangers sans papiers

La Fédération LDH 93 condamne la surenchère répressive, spectaculaire mais inefficace du gouvernement et l'accentuation des politiques sécuritaires.

Ce ne sont pas des « policiers-préfets », du toujours moins de social et du toujours plus de répressions policières, l'état de siège ou la vidéosurveillance, qui vont satisfaire les besoins sociaux, assurer la sécurité des habitants, permettre aux jeunes et aux chômeurs de trouver un emploi.

La LDH, parce qu'elle porte de manière intangible les mêmes principes depuis sa création quels que soient les gouvernements, appelle tous ceux et toutes celles qui sont attaché(e)s à la démocratie et aux libertés à rejeter ces politiques stigmatisantes et xénophobes.